

Brochure n° 3079

**Convention collective nationale**

IDCC : 669. – **INDUSTRIES**  
**DE FABRICATION MÉCANIQUE DU VERRE**

---

**ACCORD DU 14 SEPTEMBRE 2009**  
**RELATIF AUX APPOINTEMENTS MENSUELS GARANTIS**  
**AU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2009**

NOR : *ASET0951083M*  
IDCC : *669*

---

Entre :

La CSVM ;  
La CSVT ;  
La FCSIV ;  
La CSFVP ;  
La CSVS,

D'une part, et

La FCE CFDT ;  
La FCMTE CFTC ;  
La FCC CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Appointements mensuels garantis*

Les appointements mensuels garantis (AMG) sont revalorisés comme défini dans l'annexe jointe.

Les éléments ci-dessous sont pris en compte dans la détermination des appointements mensuels garantis :

- salaire de base ;
- compensation pour réduction d’horaire ;
- majorations ayant le caractère de fait d’un complément de salaire, (exemple : un complément individuel de rémunération) à l’exclusion des majorations pour travail du dimanche, des jours fériés, de nuit et d’éventuelles heures supplémentaires, et des primes d’ancienneté ;
- primes constituant un élément prévisible d’appointement, à savoir la partie fixe ou plancher notamment des primes de rendement individuelles, des primes de rendement collectives dans la limite de 3 % du salaire de base, des primes sectorielles, des primes de production, des primes de productivité et à l’exclusion des primes collectives liées à la production globale de l’entreprise, sa productivité ou ses résultats.

## **Article 2**

### *Salaire minimal professionnel (SMP)*

Le salaire minimal professionnel (SMP) est porté à 4,245 €.

## **Article 3**

### *Revalorisation annuelle*

L’évolution des appointements mensuels garantis et du SMP fera l’objet de négociations dans le cadre des dispositions relatives à la négociation de branche sur les salaires.

La prochaine réunion de négociation aura lieu au début de l’année 2010 une fois le nouveau montant du SMIC connu.

## **Article 4**

### *Bilan de branche*

Un document de type « bilan de branche » sera mis à la disposition des organisations syndicales préalablement aux réunions paritaires « salaires » pour les années à venir.

Conformément à l’accord de branche sur l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes du 11 octobre 2007, un document de type « bilan de branche » sera mis à la disposition des organisations syndicales préalablement à la prochaine réunion paritaire « salaires », ce qui permettra aux parties de dresser un constat de la situation comparée entre les femmes et les hommes au sein de la branche professionnelle, et de tirer des conclusions de ce rapport pour la réunion paritaire.

## **Article 5**

### *Modalités d’application*

Si des nouvelles dispositions législatives ou réglementaires postérieures à l’application du présent accord étant de nature à remettre en cause l’équilibre dudit accord, les organisations syndicales d’employeurs et de salariés s’engagent à examiner les conséquences que pourraient avoir ces nouvelles dispositions sur le présent accord.

## **Article 6**

### *Révision*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Cet accord ne peut être révisé en tout ou partie qu'après un délai de prévenance de 3 mois.

La ou les parties signataires envisageant la révision du présent accord devront notifier aux autres parties, par lettre recommandée avec avis de réception, leur demande de révision. Cette demande devra être accompagnée éventuellement et si possible d'un nouveau projet.

La valeur du premier coefficient sera toujours au moins égale à celle du SMIC.

## **Article 7**

### *Dénonciation et durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales. Un préavis de 3 mois devra être respecté. La dénonciation sera notifiée par son auteur aux autres parties signataires et donnera lieu à dépôt conformément à l'article L. 2231 du nouveau code du travail. A défaut de la conclusion d'un nouvel accord collectif, les dispositions du présent texte resteront applicables pendant une durée de 12 mois à compter de la fin du préavis.

## **Article 8**

### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires auprès de la direction générale du travail au service des relations et des conditions de travail, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et D. 2231-2 et suivants du nouveau code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## **Article 9**

### *Extension*

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du nouveau code du travail.

## **Article 10**

### *Date d'application*

Cet accord s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Fait à Paris, le 14 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### **Appointements mensuels garantis**

*(En euros.)*

COEFFICIENT	APPOINTEMENT GARANTI
125	1 337,70
135	1 344,28
145	1 350,40
155	1 361,51
165	1 373,63
180	1 388,23
190	1 411,41
200	1 470,97
215	1 564,41
230	1 657,86
250	1 782,45
270	1 907,04
290	2 031,63
315	2 187,36
345	2 374,25
375	2 561,14
390	2 654,58
410	2 779,17
450	3 028,36
550	3 651,31
660	4 336,55
880	5 707,05
SMP = 4,245 €.	